

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Le Parti Communiste Français à la veille du Congrès de Marseille (Boris Souvarine). — Sur la Centralisation (Amédée Dumois).

La Semaine Politique (C.-E. Labrousse). — Chronique Internationale. — Les Origines du Parti Communiste Russe (G. Zboriev), etc.



Jacques SADOUL



LE 3^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE. — Zinoviev prononce un discours.

Le Parti Communiste Français à la veille du Congrès de Marseille

Le Parti Communiste français tiendra à la fin de l'année, à Marseille, son premier congrès politique proprement dit, c'est-à-dire le premier congrès à l'occasion duquel le Parti aura été appelé à discuter de questions de doctrine et de tactique.

Le Parti avait tenu au mois de mai un congrès dit « administratif » consacré à la révision des statuts du vieux Parti. Une grave erreur fut commise à ce moment-là par suite de cette conception du caractère administratif attribué à un Congrès qui traitait, en réalité, un problème d'ordre éminemment politique, celui de la structure et de l'organisation d'un Parti Communiste.

En effet, selon la conception que l'on se fait de la phase de la lutte des classes consécutive à la guerre impérialiste et des formes actuelles de cette lutte, le parti du prolétariat s'organise en formation exclusivement destinée au recrutement et aux discussions électorales ou en formation de combat centralisée, disciplinée, préoccupée avant tout de réaliser le maximum d'homogénéité dans sa composition, de cohésion dans ses rangs, d'unité dans ses conceptions comme dans son action.

Les résolutions et les thèses adoptées par l'Internationale Communiste dans ses deux premiers Congrès généraux démontrent avec un grand luxe d'arguments la nécessité pour le prolétariat mondial de s'organiser dans tous

les pays en parti politique répondant aux nécessités d'une lutte de classe déclarée et qui va s'intensifiant. Les 21 conditions arrêtées par le deuxième Congrès International et imposées à tous les partis adhérents, n'avaient pas d'autre objet que de faire entrer dans la pratique les conclusions organisatrices qui découlent des postulats et des démonstrations théoriques et doctrinales précédemment adoptés.

Le Comité Directeur du Parti français a donc méconnu le fondement politique du problème de l'organisation. Il en est résulté un Congrès vraiment « administratif », selon la mode d'ailleurs, c'est-à-dire un examen superficiel, une discussion étriquée, des décisions inorganiques. Les vieux statuts ont été révisés et remaniés avec timidité, les dispositions de la résolution communiste de Tours y ont été introduites avec prudence, sans que l'esprit de cette résolution inspirât la refonte.

Si l'erreur est passée inaperçue de la plupart des membres du Parti à ce moment, elle a du moins été comme instinctivement perçue par des militants ardents qui n'ont pas su malheureusement l'analyser et la combattre avec clairvoyance. Il en est résulté, certes, de véritables améliorations du projet de statuts soumis à l'épreuve des discussions, de par l'intervention du Comité de la 3^e Internationale privé de quelques-uns de ses membres les plus autorisés, mais aussi quelques manifestations de démagogie stérile qui n'ont été d'aucun bénéfice pour les statuts adoptés.

Une autre erreur du Comité Directeur comme de tous les éléments actifs du Parti a été de considérer la résolution de Tours comme une sorte d'expression suprême de l'idée communiste en France, alors qu'elle n'avait été, dans la pensée de ses rédacteurs, que comme la traduction minimum des conceptions générales de l'Internationale Communiste. Les militants les plus qualifiés du Comité de la 3^e Internationale, en consentant à certaines concessions de forme et en sacrifiant quelques points secondaires du programme assigné par le deuxième Congrès mondial dans le but de réaliser l'accord avec la fraction qui désirait sincèrement s'unir à la leur, n'entendaient nullement renoncer à la revendication intégrale et à l'effort d'application intégrale des résolutions de l'Internationale. Pour eux, la résolution et le vote de Tours ne devaient point être l'aboutissement, le couronnement de tout leur travail, mais bien le point de départ d'un nouveau travail, de nouveaux efforts, de luttes nouvelles pour l'entraînement du Parti Communiste français vers de nouvelles étapes de perfectionnement.

Il eût été nécessaire que la direction du Parti, après Tours, se mit à la besogne pour élaborer une base doctrinale fondamentale. La résolution de Tours pouvait en tenir lieu provisoirement, mais elle ne comportait pas les développements nécessaires à la composition d'un programme politique complet, elle était muette sur plusieurs questions essentielles et encore imprécise sur plusieurs autres. C'est

ainsi que la question de la défense nationale peut encore être posée devant le Parti qui devra prononcer son mot sur ce point à Marseille, plus de deux ans après les autres Partis Communistes. C'est ainsi que la conception du Parti sur le travail des communistes dans les syndicats n'est pas encore définie. C'est ainsi que le Parti n'a apporté encore aucune suggestion pour la formation d'organismes ouvriers sur la base des usines et des ateliers, sur la question du contrôle ouvrier, etc. Le Parti français s'est laissé distancer par tous les autres grands Partis Communistes et il doit accomplir de grands efforts pour prendre le rang que l'histoire lui assigne.

Ce que le Parti français n'a pas osé ou n'a pas pu faire jusqu'à ce jour, devra nécessairement être fait. Une bonne partie de la tâche a été confiée au Congrès de Marseille. Mais il restera encore de grands efforts à accomplir pour que le Parti se hausse au niveau de l'Internationale et pour qu'il fasse son profit des matériaux préparés et accumulés par trois Congrès internationaux.

Le Parti français, après son acceptation des thèses essentielles du communisme révolutionnaire et son adhésion à la nouvelle Internationale, a manqué de cette impulsion initiale qui devait donner à cette acceptation et à cette adhésion leur pleine valeur effective. Mais constater le fait ne suffit pas : il faut encore l'expliquer et réagir contre lui. L'explication se trouve aisément dans la perte de deux générations de militants expérimentés, dans la dislocation des cadres du Parti, dans l'affaiblissement subi avec ses amputations, tout ceci exigeant un grand effort de reconstitution et de réorganisation auquel le Parti s'est adonné depuis Tours. Quant à la réaction nécessaire, elle reste encore à faire aux meilleurs éléments du Parti, ceux qui sont animés de l'esprit de l'Internationale Communiste.

Ces camarades qui participent de cœur et d'esprit à la vie de l'Internationale Communiste ne peuvent plus laisser passer la moindre occasion propice à imprimer au Parti un nouvel élan. Ils ne sauraient prolonger le silence et l'inaction qu'ils ont observés en croyant affermir ainsi l'unité du nouveau Parti Communiste. On ne doit plus voir dans ce Parti des assemblées comme le Conseil National réuni en octobre pour l'audition des rapports de la délégation française au Congrès de Moscou, toute discussion, toute application des décisions prises étant renvoyées au Congrès de fin d'année. Il est déjà bien tard, quoi qu'il ne soit jamais trop tard, pour alimenter et intensifier la vie spirituelle du Parti, ralentie après les discussions passionnées qui aboutirent au dénouement de Tours.

Les tendances du Parti

A la veille du Congrès de Marseille, quel est l'état physique et moral du Parti ?

Ses forces en effectifs sont restées à peu près stationnaires, s'élevant à environ 130.000 mem-

bres comme après la scission de Tours. Son travail intérieur a consisté beaucoup plus dans la réorganisation de ses cadres et de ses ramifications que dans des efforts de recrutement. Quoi qu'en pensent certains membres du Parti, il n'y a là rien qui soit alarmant. Le Parti a mieux à faire qu'à enfler inconsidérément ses contingents. Il est préférable qu'il s'éduque, qu'il se discipline, qu'il s'entraîne à la lutte. La presse communiste prospère, le développement des adhérents a reconstitué les ressources matérielles de leurs organisations : ce ne sont pas là des résultats négligeables et ils valent d'être mis en lumière à côté des fautes commises au cours de l'année. Quant à l'orientation du Parti, ou plutôt aux orientations qui s'esquissent en lui, elles méritent de retenir longuement l'attention.

Il faut, avant tout, écarter toute supposition ou prévision d'un danger « de gauche » en France. Ni l'antiparlementarisme, ni le désir de scission des syndicats, ni la volonté de « tactique offensive » ne se sont exprimés dans le Parti. Les erreurs qu'a pu commettre la Jeunesse Communiste, sévèrement critiquées au 3^e Congrès de Moscou, sont purement accidentelles et nul n'a prétendu les systématiser. Ces erreurs n'ont été d'ailleurs que la conséquence d'une ardeur méritoire que la Direction du Parti n'a pas su employer, et il faut reconnaître que les rares excès reprochés à nos jeunes sont plutôt d'heureux symptômes d'activité et de vaillance que des maux affligeant le Parti. Autre chose a été la manifestation, en juin, de certaine tendance qui n'avait de « gauche » que l'épithète qu'elle se donnait volontiers, et qui eût créé un pernicieux courant de démagogie si elle avait persisté. Cette tendance mérite d'être combattue sans faiblesse parce qu'elle discréditerait les grandes idées communistes dont elle se réclame ; mais il est bon de prendre en considération certaines de ses critiques justifiées, visant l'inaction du Parti, la carence fréquente de sa Direction, les fautes commises çà et là par des membres ou des organisations du Parti.

Alors qu'il ne s'est pas formé de tendance organique de gauche, on assiste actuellement à la formation d'une véritable tendance de droite, avec toutes les caractéristiques du réformisme et de l'opportunisme, et c'est là qu'est le danger pour le mouvement communiste français. Cette droite se constitue sous nos yeux en fraction, avec ses porte-parole autonomes, sa presse, et si elle n'arbore pas encore fièrement un drapeau, du moins se répand-elle déjà en sourdes menaces que nous n'entendons pas laisser sans réplique.

Les faiblesses de notre Parti, qui sont visibles à l'œil nu et dont tous les membres du Parti, sans exception, sont pour leur part responsables, sont combattues par les propagateurs sincères de l'idée communiste : les opportunistes, par contre, les justifient et tâchent à les élever à la hauteur d'un système. Les premiers déplorent les erreurs, les faux pas de leur Parti et s'appliquent à les lui épargner dans l'avenir ; les seconds considè-

rent ces maux comme un état normal et font obstacle aux tentatives de ceux qui prétendent y remédier. Cette situation se précise de plus en plus et, après une année de conciliation et de trêve tacitement consenties, un nouveau conflit de tendances apparaît inévitable. Il est provoqué par l'activité croissante d'éléments qui jouent, dans le Parti Communiste, le rôle d'agents du parti dissident de Renaudel et de Longuet, ou qui sont soumis inconsciemment beaucoup plus à l'influence de ce parti que de l'Internationale Communiste. Il importe de le limiter dans son développement et d'enrayer ses effets par une lutte ouverte contre l'opportunisme qui relève la tête dans une des sections de l'Internationale Communiste après s'être quelque temps dissimulé ou masqué.

La tendance qu'il importe de dénoncer comme dangereuse pour le mouvement ouvrier français mérite à tous égards le nom de *droite*, par le caractère spécifique qu'elle revêt à mesure que se dessinent les divers aspects de ses conceptions. Il suffira d'en tracer ici les principaux traits pour que tous les communistes reconnaissent, à première vue, le vieil ennemi qu'ils ne cessent de combattre.

Une tendance de droite

Cette tendance participe de l'état d'esprit imprégné de nationalisme qui était celui de toutes les sections de la 2^e Internationale, et en raison duquel on se gardait attentivement d'intervenir dans les affaires des partis « étrangers ». Selon cette mentalité, un communiste français n'a pas le droit de parler à la tribune d'un congrès socialiste italien comme s'il était lui-même membre de ce congrès. La même mentalité supporte difficilement que des révolutionnaires russes, quels que soient les titres qu'ils aient à la gratitude et à l'admiration du prolétariat international, se permettent de critiquer des communistes français ou soi-disant tels. Surtout, la même mentalité s'insurge contre l'immixtion du Comité exécutif de l'Internationale dans les discussions et les actions des divers partis communistes, principalement dans celles du Parti français. Les déclarations de Clara Zetkin, Valetsky, Treint, Overstraeten, etc., au récent congrès de Milan, la délégation également récente d'un membre de l'Exécutif auprès de la Direction du Parti français, etc., sont autant de faits qui répugnent à ces singuliers internationalistes. Ceux-ci acceptent volontiers que l'Exécutif condamne l'inopportunité de gauche, la maladie infantile du communisme et ils applaudissent à ses interventions contre les extrémistes à tout prix. Mais quand l'Exécutif critique et combat l'opportunisme de droite, la maladie sénile du socialisme, ils en sont offensés, voire même indignés. Ils poléminent contre l'Exécutif, non pas en répondant aux critiques ou en opposant leurs conceptions aux siennes, mais en l'invitant à laisser les Français tranquilles, car les Français sont

au-dessus de tout reproche et bien insolents sont ceux qui les contredisent. Comme ils n'ont pas toujours le courage de s'en prendre ouvertement à l'Exécutif ou à son président Zinoviev, ils accablent volontiers le représentant du Parti français à Moscou comme si celui-ci était le mauvais conseiller des représentants de tous les autres partis qui composent l'organisme dirigeant de l'Internationale. Il suffit de lire les articles de Verfeuil, de Fabre, de Méric dans le *Journal du Peuple* pour se convaincre de l'existence de cette sorte de nationalisme.

La même tendance exprime un désir abstrait d'« unité » et même ne craint pas quelquefois de formuler une volonté concrète de rétablir cette association immorale que constituait l'ancien parti socialiste. Elle remet en question la scission de Tours, cette délivrance du mouvement révolutionnaire français. Elle va même jusqu'à remettre en question la fondation de l'Internationale Communiste et celle de l'Internationale Syndicale Rouge, sous le prétexte qu'il ne faut pas quitter une organisation mais la conquérir de l'intérieur. Des articles de Verfeuil et de Fabre, dans le journal déjà nommé, soutiennent ces points de vue.

La même tendance, hostile au Comité Exécutif, prend fait et cause pour les dissidents internationaux de l'Internationale Communiste. Dans la *Vague*, Brizon a pu appeler l'héroïque mouvement prolétarien de mars en Allemagne une « insurrection de manches à balais » et commenter en une langue particulièrement injurieuse les sacrifices consentis par les ouvriers allemands à leur cause communiste : pour avoir voulu imiter Lévi, il n'a réussi qu'à exécuter une odieuse parodie des critiques de Lévi, lequel aurait éprouvé certainement un grand dégoût s'il avait lu la *Vague* qui prétendait s'inspirer de sa thèse.

Tout récemment, dans le *Journal du Peuple*, Rappoport prenait la défense de « notre bon ami Serrati » et attribuait au Comité Exécutif un manque de tact dans son intervention au congrès de Milan. Après s'être approprié un mot de feu Georges Plékhanov sur le tact et la tactique, Rappoport laissait entendre que l'Exécutif pousse les masses du Parti socialiste italien « dans le chemin de la trahison » en excluant de l'Internationale le parti de Serrati. Les masses ouvrières italiennes sont en grande partie solidaires de Serrati, dit encore Rappoport, qui oublie que ces masses sont trompées par Serrati et qu'elles ne peuvent être détrompées que par la rupture de l'Internationale Communiste avec un parti de verbalisme révolutionnaire et d'opportunisme pratique.

La même tendance cherche à tirer profit de la nouvelle politique du gouvernement des Sovjets et prétend en faire une transposition arbitraire dans la politique du Parti français, y puiser la justification de l'opportunisme. Aux compromis que consent momentanément

à la bourgeoisie internationale le gouvernement des Sovjets pour assurer au prolétariat russe de meilleures conditions de vie et de lutte, à ces compromis imposés à l'avant-garde de la Révolution par la lenteur du développement du mouvement révolutionnaire mondial, on voudrait faire correspondre en France des compromissions profitables exclusivement à la bourgeoisie et détournant le prolétariat français de la voie révolutionnaire.

La même tendance se manifeste à l'occasion de certaines élections partielles, quand celles-ci comportent un deuxième tour de scrutin. On parle encore de « bloc des gauches », ou d'entente avec les partis les plus proches du nôtre par leur programme, comme si le parti politique unique du prolétariat pouvait abandonner une parcelle des revendications intégrales de la classe exploitée. Pour justifier une compromission qui serait fatale à l'autorité du Parti Communiste, certains prennent pour prétexte l'exemple d'une campagne électorale récente où le Parti fit appel, au second tour de scrutin, aux masses qui avaient été entraînées au premier tour par d'autres par un appel qui ne comportait pas la moindre renonciation au programme communiste, le moindre abandon de la moindre partie de ce programme, qui gardait intacte l'indépendance complète du Parti Communiste et tendait, selon une tactique classique, à détacher des chefs consciemment contre-révolutionnaires les masses inconscientes dévoyées à leur suite.

La même tendance s'exprime à propos des rapports du Parti Communiste avec les syndicats ouvriers. Sous prétexte d'autonomie des organisations corporatives, de leur caractère apolitique, et en réalité par paresse devant la tâche de pénétration et de propagande communistes dans les syndicats, on préconise une théorie de « laissez-faire, laissez-passer », d'abstention de toute participation à l'activité intellectuelle de nature inévitablement politique des syndicats. On reproche à l'Internationale Syndicale Rouge et à l'Internationale Communiste une ingérence insupportable dans les affaires des syndicats français. C'est encore là une des manifestations du nationalisme signalé plus haut. On prétendrait que dans les organisations ouvrières internationales, politiques et syndicales, les sections françaises seules jouissent d'une autonomie absolue et du droit de répudier les engagements pris en commun, tandis que les autres sections seraient liées par leurs engagements réciproques envers les organisations françaises. On critique les décisions de Moscou sur la liaison organique indispensable des deux Internationales et sur la liaison organique souhaitable entre le Parti Communiste et les syndicats révolutionnaires dans chaque pays. Mais en même temps, on accepte la formation en France d'un Comité mixte qui prend successivement des étiquettes diverses, soit qu'il se propose de lutter contre les menaces de guerre impérialiste, soit qu'il s'assigne pour tâche de secourir les faméliques

de Russie, de combattre les projets de lois scélérates dirigées contre la propagande révolutionnaire dans l'armée, de mener campagne pour que justice soit rendue à deux militants anarchistes italiens condamnés à mort aux Etats-Unis. En d'autres termes, en matière de liaison organique, on accepte la chose mais on repousse avec horreur le nom. Et l'on agit périodiquement le spectre de la subordination des syndicats au Parti et de l'Internationale Syndicale Rouge à l'Internationale Communiste, comme si les résolutions et les thèses adoptées aux récents congrès internationaux de Moscou préconisaient ou impliquaient quelque chose de semblable.

La même tendance pousse des cris affreux chaque fois qu'il est question d'affermir la discipline dans le Parti et que le mot d'exclusion est prononcé quand quelque membre du Parti se signale par des excès nuisibles au mouvement communiste. L'unité de doctrine et d'action, pour ces champions de la liberté absolue, devient du sectarisme, de l'intolérance, etc... On imagine sans peine les variations qui peuvent être faites sur les thèmes connus des déchirements intérieurs, de l'émiettement du Parti, des opérations chirurgicales mortelles et autres accidents dangereux qui n'ont rien de commun avec la discipline communiste.

A ces attitudes nettement caractérisées au regard d'importantes questions de tactique du mouvement communiste, il faut ajouter les écarts individuels, les aberrations locales qui ne sauraient évidemment engager la responsabilité du Parti entier, mais que le Comité Directeur ne réprime pas toujours avec vigueur et qui contribuent à la formation de cette fâcheuse tendance de droite. Il n'en faudrait pas tant pour qu'une telle tendance apparaisse comme un danger et soit combattue sans hésitation. C'est une tâche immédiate qui s'impose d'autant plus impérieusement que beaucoup de camarades subissent, sans s'en douter, l'influence de cette tendance et contribuent inconsciemment à faire le jeu des agents avérés du Parti de Renaudel et de Longuet, ce qu'ils ne feront plus quand leur sera démontrée clairement et avec force la nocivité de leurs erreurs.

Contre la droite

Les militants français qui se sont ralliés pleinement aux mots d'ordre de l'Internationale Communiste, qui ont approuvé ses thèses, qui ont à cœur d'appliquer ses décisions, et dont le dernier Congrès mondial, les actes et les paroles du Comité Exécutif ont confirmé et fortifié les convictions, ont pour devoir d'entreprendre immédiatement une lutte loyale contre les tenants des méthodes d'autrefois. Ils doivent les obliger à revendiquer franchement ces méthodes ou à les abandonner, et dans le premier cas, à prendre la place qui leur revient dans le Parti de Renaudel et de Longuet. Il faut le faire d'autant plus vite, qu'il

est encore temps d'aider plusieurs de ces camarades qui donnent dans l'opportunisme, à se ressaisir et à renoncer à leur déviation.

Nous devons d'abord combattre les symptômes de l'esprit nationaliste : proclamer qu'il n'y a qu'un seul Parti Communiste International, que tout Parti Communiste, que tout membre d'un tel Parti a le droit et surtout le devoir de s'intéresser à la vie d'un autre Parti comme du sien propre, d'intervenir avec passion, de critiquer ou d'approuver sans que sa nationalité entre en ligne de compte. Notre Parti doit envoyer aussi fréquemment que possible des représentants travailler dans les autres Partis, échanger ainsi des collaborations pour s'imprégner d'esprit vraiment internationaliste. Il doit prendre position au regard de toutes les questions intéressant ses Partis frères et l'Internationale, se tenir en communication constante avec les autres Partis et surtout avec le Comité Exécutif. Il doit renseigner et documenter celui-ci, participer intimement à son travail, afin que toute résolution ou décision concernant le mouvement révolutionnaire français soient prise en parfaite connaissance de cause. Il doit prendre au sérieux les résolutions adoptées, observer ses engagements et obligations, appliquer les décisions débattues en commun. Il doit aussi s'efforcer de prendre des initiatives profitables à l'action prolétarienne mondiale, contribuer pour sa part à la stimuler et à l'accélérer.

Si un désaccord survient entre lui et un autre Parti ou l'Exécutif, il doit l'exposer franchement et le discuter sagement, c'est-à-dire en écartant de la discussion toute manœuvre indigne et en prenant des sanctions impitoyables contre ceux de ses membres qui se permettent de répandre hypocritement le soupçon, le doute, l'insinuation, qui empoisonnent ou avilissent la controverse.

Nous devons combattre toute tendance à rapprocher les fractions du vieux Parti, épuré par la scission de Tours, démontrer la justification de cette scission par les événements qui ont suivi. Nous dénoncerons la politique de dissidents, non pas par de mesquines discussions sur telle ou telle manifestation particulière ou localisée imputable à un membre ou à un groupe dissident, mais par la critique implacable du caractère fondamental de cette politique au service de la bourgeoisie. Nous montrerons que la formation contemporaine des Partis Communistes dans tous les pays correspond à une nécessité historique dans une phase nouvelle de la lutte des classes, et nous le prouverons, grâce à l'universalité du phénomène de scission et de constitution d'organisations communistes. Nous saurons aussi établir la différence entre la scission indispensable dans les Partis politiques où se contrecarrent deux doctrines antagoniques et la scission criminelle dans l'organisation économique du prolétariat, la première étant imposée par la logique même de la formation des groupements d'affinités, la seconde étant provoquée par les leaders qui trahis-

sent les intérêts de l'organisation qu'ils dirigent et au seul profit de leur domination.

A ceux qui prennent le parti de Serrati, nous dirons que nous ne confondons pas les masses ouvrières trompées avec le trompeur qui abuse de leur bonne foi et de leur confiance pour les entraîner, lui, dans le chemin de la trahison. Nous montrerons aisément que le Comité Exécutif a épuisé toutes les ressources de la conciliation et s'est montré prêt à faire toutes les concessions pour retenir dans l'Internationale Communiste les masses entraînées par Serrati, acceptant même d'admettre encore celui-ci dans l'Internationale pour ne pas se séparer d'une fraction importante du prolétariat agissant d'Italie. Nous leur demanderons de dire ouvertement s'ils conçoivent que l'Internationale accueille dans ses rangs le groupe de la *Critica Sociale* et les majoritaires de la C. G. T. italienne, responsables de l'avortement du mouvement d'occupation des usines, des défaites répétées que subit depuis la classe ouvrière italienne, du développement de la terreur fasciste avec laquelle ils ont pactisé, et candidats permanents à la collaboration avec les ministres de la monarchie de Savoie. Quant à ceux qui, voulant reprendre à leur compte les critiques de Paul Lévi sur le mouvement insurrectionnel de mars, sans avoir même lu ces critiques, sans les avoir, à plus forte raison, comprises et assimilées, bafouent et injurient le Parti Communiste frère d'Allemagne, encore saignant des mille blessures qui l'ont atteint au cours de plusieurs luttes héroïques contre la dictature capitaliste, quant à ceux-là, nous ne discuterons même pas avec eux et nous saurons les chasser du Parti avec l'approbation unanime de celui-ci.

A propos de la nouvelle politique du Gouvernement des Soviets, nous expliquerons aux camarades de bonne foi que les compromis imposés par des conditions de combat et acceptés dans l'intérêt de l'accession au but final de la lutte révolutionnaire qui reste immuable, et au seul bénéfice du prolétariat, compromis qui n'entament en rien l'intégralité des principes inspirateurs de l'effort vers le Communisme, n'ont rien de commun avec les compromissions de principe qui obscurcissent la conscience de classe du prolétariat, brisent son élan, lui assurent la défaite avant la bataille et ne profitent qu'à son ennemi bourgeois. Nous démontrerons que plus le Parti Communiste de Russie se trouve acculé aux concessions, plus intransigeants, plus résolus, plus hardis encore doivent se montrer les Partis Communistes européens. Ainsi que Boukharine l'exposait judicieusement dans une conférence aux membres du III^e Congrès de Moscou, les camarades russes ne craignent pas de souligner brutalement les nécessités qui contraignent leur Parti au recul, parce que cela ne peut que stimuler l'activité des autres Partis dont l'insuffisance seule a créé pour la Russie révolutionnaire les conditions d'isolement qui lui interdisent une transfor-

mation rapide en société communiste. Nous établirons la distinction entre la politique du Gouvernement des Soviets qui tend à conserver au prolétariat d'un pays le pouvoir conquis et la politique de l'Internationale Communiste qui tend à la conquête du pouvoir par le prolétariat dans tous les pays.

Aux partisans du « bloc des gauches », ou de quelque entente que ce soit avec des Partis ennemis, nous dirons que nous ne connaissons que deux classes en lutte, que notre Parti est l'expression politique de la volonté d'émancipation de la classe opprimée, qu'il défend par suite des intérêts opposés à ceux de l'autre classe, c'est-à-dire que protègent tous les autres Partis, et que, défendant la totalité des intérêts prolétariens, il s'interdit tout compromis avec les intérêts opposés.

Aux sophistes qui prétendent que le Parti Communiste ne doit pas faire appel aux masses dévoyées sous l'influence d'autres Partis, qui confondent par incompréhension ou par mauvaise foi les Partis et les chefs contre-révolutionnaires avec les masses abusées que les communistes ont pour mission d'attirer dans la voie révolutionnaire, nous répondrons par un redoublement d'activité dans toutes les circonstances favorables à entraîner à notre suite ces masses encore flottantes et qui cherchent leur orientation définitive. Si des considérations de tactique incitent le Parti à une manœuvre ou à un expédient dont un autre Parti pourrait momentanément bénéficier, comme les bolcheviks l'ont fait en Russie dans certaines conjonctures, nous ne permettrons pas que l'on nous attribue une arrière-pensée de compromission ou d'opportunisme.

Aux gardiens de la vertu des syndicats qui prétendraient nous interdire de corrompre la vie spirituelle des corporations en y introduisant des idées politiques, nous répliquerons que toute lutte de classe est une lutte politique, nous proclamerons que là où il y a des prolétaires il y a place pour les idées communistes et que rien ni personne ne peut s'opposer à la diffusion de la pensée communiste, pas plus dans un syndicat que dans tout autre groupe prolétarien. Ceux qui voudraient provoquer une rivalité entre le vieux syndicalisme révolutionnaire et le jeune communisme français trouveront encore à qui parler : notre passé récent, les méthodes du Comité pour la reprise des relations internationales, puis du Comité de la 3^e Internationale, la résolution votée au Congrès de Tours, les efforts actuels pour l'entente avec les syndicalistes révolutionnaires, la résolution établie en commun à Moscou et signée des représentants de l'Internationale Communiste, de l'Internationale Syndicale Rouge et des Comités syndicalistes révolutionnaires français, tout démontre la volonté de notre Parti de s'allier aux forces ouvrières animées de l'esprit de la révolution sociale communiste.

Enfin, nous exigerons que tous les membres du Parti se considèrent avant tout comme des membres du Parti et de l'Internationale

Communiste qu'ils fassent passer les intérêts de ces organisations avant tous autres, qu'ils considèrent comme leur loi les principes, les thèses, les décisions de l'Internationale Communiste et de leur Parti. Cela signifie qu'une discipline doit maintenir la cohésion dans les rangs du Parti et que toute préoccupation particulière doit être sacrifiée aux préoccupations générales du Parti. Les épurations et les exclusions nécessaires seront préconisées par nous d'autant plus ardemment qu'il est facile de démontrer qu'un parti ne s'affaiblit pas en éliminant ses membres indignes mais au contraire qu'ainsi il se fortifie.

A côté de cette contre-partie répondant aux manifestations variées de l'opportunisme, les éléments les plus conscients et clairvoyants du Parti, les plus fidèles à l'esprit général de l'Internationale Communiste devront accomplir un travail positif pour précipiter la transformation du Parti en parti véritablement communiste et lui donner la structure, les cadres, la direction, l'appareil de combat qui en feront l'avant-garde du prolétariat agissant.

Les tâches immédiates

On a prononcé dans l'Internationale le mot « crise » à propos du Parti français, quand Frossard a publié récemment l'article inquiétant intitulé *L'heure des difficultés*, et qui fut largement exploité par les journaux de Longuet, Serrati, Lévi, Martov et autres représentants authentiques de l'opportunisme international. En fait, l'examen consciencieux et l'analyse approfondie de la situation du Parti français montrent que celui-ci ne connaît pas de crise caractérisée. Mais il y règne incontestablement un malaise qui, d'abord, participe du malaise général atteignant tous les Partis communistes d'Europe par suite d'une situation politique générale assez trouble et qui, ensuite, tient plus précisément à l'insuffisance de la direction du Parti français. Si l'on parle d'une crise dans ce Parti, c'est seulement d'une crise de direction qu'il peut être question.

Le ralentissement momentané du recrutement est dépourvu de signification. Le Parti français ne peut espérer accroître en permanence ses forces dans la même proportion où il les a vues grossir au lendemain de la guerre. A des périodes différentes d'agitation et de lutte correspondent des résultats différents dans l'ordre du recrutement. Dans certaines conditions, une diminution d'effectifs peut même être d'un grand bénéfice pour le Parti au point de vue de sa cohésion et de son prestige, comme c'est actuellement le cas pour le parti frère de Russie qui sert de modèle à tous les autres à bien des titres. Mais si l'arrêt du recrutement ne saurait nous inquiéter, il n'en est pas de même de la désaffection des membres du Parti envers le travail de leur organisation, observée et signalée par Frossard. Là, il importe d'apporter d'urgence des remèdes efficaces.

Le premier est de découvrir la cause du mal : elle réside essentiellement et presque exclusivement dans une sorte de paresse physique et morale de la direction. Pourquoi les discussions dans les cellules du Parti ont-elles manqué d'aliments, pourquoi les assemblées ont-elles été clairsemées ? Parce que le Comité Directeur a négligé de distribuer cet aliment intellectuel que les sections attendaient de lui. Parce qu'il s'est gardé de provoquer des débats, de susciter des controverses, de craindre que l'unité en soit affaiblie alors qu'au contraire elle eût été fortifiée à l'épreuve de la discussion. Craignant d'apparaître comme un Comité Central « autoritaire » ou « dictatorial », il a oublié complètement son rôle de Comité directeur et il s'est gardé de rien diriger, d'intervenir là où son intervention eût été utile et même indispensable, de secouer l'apathie ici, de donner l'impulsion là, de répartir le travail, d'inciter à l'effort, d'encourager les initiatives, de stimuler partout les énergies. Pour n'avoir pas voulu prêter aux vains reproches d'autoritarisme, il a compromis son autorité.

Pourtant, le nom même du Comité Directeur définit clairement son rôle, qui est de diriger le Parti dans l'intervalle des congrès. Nul ne prétend le substituer aux assemblées plénières représentatives de l'ensemble du Parti, mais entre deux congrès, quel autre moyen avon-nous de donner au Parti une direction sinon d'investir de pouvoirs directoriaux un Comité élu par la confiance de la majorité ? Il faut sans plus de retard parer à cette crise de direction dont souffre le Parti en confirmant à nouveau l'autorité conférée au Comité Directeur, en renforçant celui-ci par l'élimination des éléments inactifs et l'introduction de forces neuves, de représentants ouvriers en contact avec les masses, enfin en créant un organe permanent de direction politique à l'exemple des autres partis communistes.

Il est temps aussi d'instituer dans toutes les ramifications du Parti de saines discussions, ouvertes, franches, où l'on appelle choses et gens par leur nom, et qui élimineront les campagnes sourdes, les menées équivoques, envenimées d'allusions, d'insinuations, de sous-entendus, comme celle que conduit Méric dans le *Journal du Peuple*. Il faut transporter les discussions hors des coulisses du Parti et des bureaux de rédaction des journaux, devant les plus larges auditoires du Parti, il faut introduire la loyauté dans la contradiction, proscrire et flétrir les intrigues et les combinaisons politiciennes.

Ce n'est pas seulement la direction du Parti qui a besoin d'être remise sur pied, c'est le Parti lui-même qui a besoin de transformation organique. Les thèses du 3^e Congrès mondial sur la structure et l'organisation des Partis Communistes auraient dû figurer à l'ordre du jour du Congrès de Marseille, pour adaptation et application en France. Si cet ordre du jour est déjà assez lourd, il faut espérer que le

Parti convoquera, dans un délai très rapproché, une assemblée qui examinera ce problème d'importance primordiale. Notre Parti ne peut pas affronter les tâches d'aujourd'hui et de demain avec une organisation édiflée pour celles d'hier.

Le Congrès de Marseille

Le Congrès de Marseille n'examinera malheureusement pas toute l'œuvre du 3^e Congrès de Moscou, mais il doit aborder quelques-unes des questions essentielles posées au Parti français. La principale est celle des rapports de celui-ci avec les syndicats en général, avec les syndicalistes-révolutionnaires en particulier. Si le Congrès lui donne d'heureuses solutions, que les événements par la suite confirmeront de fructueux résultats, il aura accompli un acte méritoire qui comptera dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire français.

Le travail des communistes dans les syndicats consiste évidemment à y introduire et enraciner l'idée communiste, à y conquérir les sympathies et les adhésions, à rendre ces sympathies agissantes et ces adhésions effectives pour que l'orientation syndicale subisse l'influence du communisme. Si d'aucuns s'avisent de reprocher aux communistes de faire ce que font les réformistes ou les anarchistes, de rivaliser avec ceux-ci, ce ne sont pas des griefs aussi vides qui peuvent nous arrêter. Nous avons le droit comme quiconque et le devoir comme communistes de propager nos doctrines partout où il y a des prolétaires, selon l'excellente expression de la résolution de Tours.

La question des relations entre communistes et syndicalistes-révolutionnaires est plus difficile à résoudre, mais elle n'est pas insoluble. Le syndicalisme et le socialisme d'avant-guerre n'ont résisté ni l'un ni l'autre aux épreuves de la guerre et de la révolution. Le parti bolchevik, le premier, a compris la nécessité de réviser les formules et le programme de l'ancienne social-démocratie, de la 2^e Internationale, et il en a pris l'initiative, devançant de longtemps tous les autres partis. Il a hardiment refondu la doctrine politique du prolétariat révolutionnaire en remontant à la source du marxisme et a frayé la voie à la 3^e Internationale. D'autres partis ou fractions de partis l'ont suivi et parmi eux le Parti français, délesté de son contingent réformiste avoué. Le Parti français n'a certainement pas perdu toute trace d'esprit réformiste, mais on ne peut nier l'immense progrès révolutionnaire qu'il a réalisé, sa bonne volonté et sa volonté révolutionnaire évidentes, ses efforts de chaque jour pour former une section française digne de l'Internationale Communiste. D'autre part, les syndicalistes-révolutionnaires n'ont pas négligé les leçons de la guerre, l'expérience des révolutions de Russie, d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie. Ils ont renoncé à une bonne

part de leurs dogmes, l'apolitisme, l'anti-étatisme, le libertarisme absolu, la répudiation de tout parti politique. En même temps, les socialistes devenus communistes appréciaient hautement la valeur révolutionnaire du syndicalisme, le rôle du syndicalisme révolutionnaire français comme réaction contre le réformisme du vieux parti socialiste, le contact permanent des syndicalistes avec les masses ouvrières. Qu'est-ce donc qui sépare encore les syndicalistes-révolutionnaires des communistes, qui empêche leur alliance de devenir union intime, qui retient les syndicalistes-révolutionnaires d'entrer au Parti ? D'anciennes habitudes, quelquefois des préjugés, la vieille méfiance d'autrefois persistante malgré tout. Ce ne sont pas là d'insurmontables obstacles et il est permis d'espérer qu'avec un effort de compréhension réciproque de part et d'autre, la fusion nécessaire se fera. Quoi qu'il en soit, rien n'interdit la discussion entre syndicalistes-révolutionnaires et communistes et nous ne devons pas craindre d'exprimer publiquement nos idées sur le sujet. Trotzky a ouvert la controverse à Moscou et il n'en est résulté aucun malheur : la seule chose à regretter est que les syndicalistes-révolutionnaires n'aient pas répondu.

Le Congrès de Marseille devra aussi, aux termes de l'ordre du jour, fixer le point de vue du Parti au regard de la défense nationale. Il est permis de déplorer le retard apporté à cette clarification des idées du Parti sur un problème si important, résolu par le premier Congrès de l'Internationale Communiste. Sans nous attarder aux regrets, nous devons nous efforcer de formuler une réponse catégorique, dans le sens de la doctrine communiste de toujours, à la question posée. Car c'est bien une question doctrinale qui est posée, contrairement à ce que pensent ceux qui la considèrent comme purement circonstancielle. L'idée de défense nationale est une conception qui divise les prolétaires par nations, alors que l'idée communiste est une notion qui abolit les divisions factices entre prolétaires des divers pays et met en lumière la véritable division fondamentale qui détermine les rapports sociaux, la division en classes antagonistes, la division à l'intérieur de chaque pays et non aux frontières de chaque pays. Être partisan de la défense nationale, c'est s'inspirer de l'idée de nation, c'est prendre souci des intérêts de la bourgeoisie de son pays. Être adversaire de la défense nationale, c'est s'inspirer de l'idée de classe, c'est prendre souci des intérêts du prolétariat exclusivement, de celui de son pays comme de celui des autres pays, intérêts qui ne font qu'un. Si le Congrès de Marseille remettait en question ces vérités communistes, il méconnaîtrait l'essence même du communisme, — hypothèse invraisemblable.

Sur la tactique électorale, le Congrès aura à se prononcer d'autant plus librement qu'il ne sera pas mis en présence de conceptions

nettement arrêtées et résolument défendues. A la vérité, il faut prendre à l'avance son parti de le voir adopter une méthode qui comportera, quelle qu'elle soit, des inconvénients. Le seul fait qu'il devra envisager l'éventualité des seconds tours de scrutin le condamnera à des expédients, puisqu'une pure solution communiste est impraticable dans de tels cas. Si le Congrès sait faire abstraction des préoccupations locales et des considérations subalternes pour n'envisager que l'intérêt supérieur du Parti, il tracera une règle générale qui fera loi pour tous et qui, en dépit des inconvénients inévitables qu'elle ne peut pas ne pas entraîner, vaudra certainement mieux que l'absence actuelle de tactique unifiée, et délivrera le Parti de discussions irritantes et stériles.

Quand le Parti aura résolu les difficultés im-

médiates qui se dressent devant lui, il ne sera pas au terme de son effort de mise au point et de précision. Les lendemains du Congrès de Marseille seront pour lui encore chargés de problèmes, lourds de difficultés. Comment le Parti établira-t-il son contact avec les masses prolétariennes, comment les entraînera-t-il dans la lutte des classes, à quelles plate-formes, à quel mots d'ordre recourra-t-il pour les rallier ? Autant de questions qui exigeront un travail acharné du Parti et surtout de sa direction de demain. Puisse-t-il s'adonner courageusement à la tâche, se préparer à assumer les responsabilités capitales qui lui incomberont ! Puisse-t-il déjà apporter au 4^e Congrès de l'Internationale Communiste une part importante d'idées et de travaux !

Boris SOUVARINE.

SUR LA CENTRALISATION

Je ne crois pas à la gravité du « malaise » que certains camarades signalaient hier à la tribune du Congrès de la Fédération de la Seine. Un corbeau ne fait pas l'automne ; le malaise de quelques militants qui, en venant à nous pourraient bien s'être trompés sur eux-mêmes, ne fait pas le malaise d'un parti vigoureux et sain comme le nôtre. Que tels ou tels hommes se sentent chez nous mal à l'aise, c'est à peu près inévitable, étant donné que tout le monde ne consent pas volontiers à se soumettre à la double exigence d'une ferme discipline et d'une solide doctrine. Qui donc avait imaginé qu'en adhérant à l'Internationale Communiste nous allions en finir avec le vieil individualisme qui est au fond de notre race ? A certains jours, l'individualisme relève soudain la tête et crie à la dictature. Encore un coup, rien de tout cela n'est bien grave.

Crier à la dictature n'est pas prouver que la dictature existe. En fait, elle n'existe pas, et il n'est pas, il ne saurait être question de l'établir. Elle n'existe pas plus dans l'Internationale que dans notre section française. Nous sommes un grand parti démocratique et c'est en bas que s'élaborent les décisions qui font loi, d'en bas que viennent les impulsions initiales qui mettent en mouvement le corps tout entier. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, même réduit aux quelques hommes qui composent son bureau permanent (« petit bureau » ou « présidium ») n'est que l'agent d'exécution des volontés du congrès annuel. Il en est de même pour la France, où le Comité Directeur ne saurait encourir le re-

proche d'avoir montré trop d'autoritarisme... S'il méritait un reproche, ce serait au contraire d'avoir plus administré que dirigé, d'avoir plus délibéré qu'agi. Je dis : « S'il méritait un reproche ».

En fait, il ne le mérite pas. On ne saurait demander à une assemblée de 24 ou 30 membres qui ne se réunit qu'une fois par semaine, rarement davantage, d'imprimer à un grand parti une direction énergique. Et c'est pourquoi, quant à moi, j'ai été dès le premier jour partisan convaincu de la création d'un bureau exécutif permanent concentrant en ses mains, sous le contrôle hebdomadaire ou bi-hebdomadaire du Comité Directeur, une partie des pouvoirs et des attributions de ce dernier.

Je ne pensais pas que cette proposition si raisonnable, si conforme à l'esprit et à la pratique de la 3^e Internationale pût soulever contre ses auteurs (dont je n'étais pas) le soupçon d'aspirer à la dictature. Il me semblait qu'on devait et pouvait la discuter en soi, à la lumière de l'expérience acquise par nous durant l'année, — *en soi*, et non comme l'expression plus ou moins exacte d'une tendance plus ou moins réelle à la dictature de quelques hommes sur l'ensemble du Parti. Ah ! la dictature ! Pour les partisans du laisser-faire et du *statu quo* il n'est pas d'argument plus commode ! Mais c'est un argument meurtrier : il a tué la Révolution française dans la personne de Robespierre ; il a mis fin aux jours à peine commencés de la première Internationale. Et c'est parce que la seconde Internationale, craignant de voir se renouveler en elle la lutte de Bakounine contre Marx, n'a pas cru devoir

attenter au sacro-saint principe de l'autonomie des sections nationales, qu'elle n'a jamais été qu'une impuissante parlote à qui la guerre a brutalement fermé la bouche.

La 3^e Internationale, ayant recueilli en héritage l'expérience de ses devancières, a voulu être une Internationale d'action. Elle s'est organisée dans cette vue, et les partis dont elle a prononcé l'admission se sont organisés sur son modèle. Est-ce à dire que l'Internationale Communiste et les Partis qui y adhèrent sont des organisations autoritaires bâties sur le principe monarchique ? Rien de plus faux. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire d'une organisation où l'on délibère davantage ni plus librement que la 3^e Internationale : ses congrès annuels en qui réside la souveraineté durent plusieurs semaines. Seulement la délibération n'est pas tout ; sans l'action qui la suit et qui la réalise, elle n'est même qu'une pauvre chose. Et de même que la Convention, qui pourtant se réunissait presque chaque jour, avait délégué ses pouvoirs d'exécution à un petit nombre de comités (salut public, sûreté générale, etc.) de même l'Internationale a délégué les siens à un Comité Exécutif qui, pour l'expédition des affaires urgentes n'a pas hésité à s'en décharger sur un Comité plus restreint siégeant pour ainsi dire en permanence.

C'est évidemment là de la centralisation. Ce n'est pas en tout cas de la centralisation oligarchique. Les hommes du Comité Exécutif et du Petit Bureau sont infiniment moins irresponsables que le commun des fonctionnaires français, et le congrès dont ils relèvent peut les briser.

Pourquoi ce qui est bon dans l'Internationale ne le serait-il pas dans sa section française ? On a lu dans l'*Humanité* le projet Loriot, le projet Ker et le projet Frossard (ce dernier adopté par le Comité Directeur). On ne peut pas dire de bonne foi que les projets Loriot et Ker s'inspirassent en quoi que ce soit des principes de « centralisation oligarchique ». Ils pouvaient contenir des particularités plus ou moins heureuses, mais est-ce sur des particularités accessoires, toujours faciles à modifier, qu'il convient de juger un projet ? Leur unique tort, c'est qu'ils blessaient de vieilles habitudes françaises. Le Comité Directeur s'est prononcé pour le projet Frossard qui, lui, du moins a le mérite (c'en est un) de pactiser un peu avec les contingences et aussi de ne pas nécessiter la réunion d'un nouveau congrès administratif. Le projet Frossard considéré en soi constitue simplement un progrès indéniable et, comme il est assurément perfectible, il faut se féliciter de sa mise en vigueur très prochaine.

Centralisation démocratique ! Centralisation oligarchique ! Ce sont de bien gros mots pour un « petit bureau » ! A vrai dire, ce qui vient de s'affronter pour la première fois au sein du Parti, ce sont deux vieilles tendances, vieilles et bien connues : la tendance centraliste et la tendance autonomiste. En vérité qui peut dire qu'il y ait là signe sensible de malaise ? En tout cas, le débat est ouvert, et l'on me permettra d'y participer ici, en compagnie de tous ceux qui, dans le Parti, ont sur ce grand sujet quelque chose de sérieux à dire.

Seulement il faut jouer franc jeu. Ce sont des principes, des méthodes, des tactiques que nous avons à discuter entre nous. Non pas en polémistes, encore moins en pamphlétaires, mais en disciples avertis de ce que Marx nommait le *communisme critique*. Ceux qui continueraient à prêter à leurs adversaires de l'heure des arrière-pensées ténébreuses ou des intentions machiavéliques ne sauraient être admis au débat. Nous sommes tous, je n'en doute pas, des partisans de la centralisation démocratique et ne différons, tout compte fait, que sur la meilleure méthode pour l'introduire dans la réalité. A chacun de prouver devant le Parti qui écoute que sa méthode est la meilleure.

Du choc des idées jaillit la lumière. Et il n'y a pas de malaise que la lumière ne dissipe.

Aimé DUNOIS.



A nos Lecteurs

L'abondance des matières nous oblige à remettre à notre prochain numéro la suite de l'intéressante étude de notre camarade A. Ker, sur « La Faillite allemande ».

La Crise Mondiale du Socialisme

(De la II^e à la III^e Internationale)
par PAUL-LOUIS

Prix : 8 fr. (8 fr. 50 franco)

En vente à la librairie de l'*Humanité*

La Semaine Politique

Préface à l'entrevue Briand-Lloyd George Vers une rupture franco-anglaise

Le traité de Versailles déroule chaque jour ses conséquences inexorables. Le conflit, tour à tour violent et sournois, ouvert depuis deux ans entre l'Angleterre et la France, a évolué au point où la rupture de l'Entente paraît en être la résultante toute naturelle. Cela ne veut pas dire que la rupture doit éclater demain, ou le 15 janvier, jour préposé avec une solennité sans doute ironique à la réception de l'or allemand. Cela résulte des conséquences économiques et financières de la paix, qui entraînent, en Angleterre et en France, des politiques antagoniques, dont nous commençons à entrevoir la courbe avec un recul suffisant. La question du moratorium des versements du Reich, posée par l'échéance du 15 janvier, illustre seulement en couleurs vives la rivalité franco-anglaise, parvenue à terme. Cette rivalité paraît devoir se sanctionner d'une rupture — pour autant que le calcul des probabilités, seule ressource de la prévision politique, permet de se prononcer aujourd'hui.

Entre l'Angleterre et la France s'affirme en effet une opposition vitale.

La politique générale de la bourgeoisie anglaise est dominée aujourd'hui par la crainte d'un désastre économique, et particulièrement par la nécessité de mettre un terme à la menace révolutionnaire du chômage.

La politique générale de la bourgeoisie française est dominée par la crainte d'un désastre financier, et particulièrement par la nécessité d'éloigner la menace révolutionnaire de la faillite.

Le problème anglais ne peut se résoudre que par un regain d'exportations, rendu jusqu'ici impossible par l'effondrement des devises de l'Europe centrale, et, particulièrement, du mark, dont la chute catastrophique rend tout achat en Angleterre, libellé en livres, pratiquement impossible. Le but essentiel à atteindre par l'Angleterre est donc l'assainissement des finances du Reich et le relèvement du mark. Pour atteindre ce but, toute la politique anglaise est orientée vers une révision radicale des clauses financières du traité de Versailles.

Une telle politique renverse toutes les données de la politique française. C'est une question vitale pour la bourgeoisie française, qui s'est refusée au moment opportun à consentir les sacrifices fiscaux nécessaires, d'obtenir de l'Allemagne les sommes inscrites à « l'état des paiements » dressé lors de l'accord de Londres, et « accepté » par le vaincu le 10 mai dernier. Avec ces paiements, la bourgeoisie française a

l'illusion de couvrir une forte partie de son déficit. Sans ces paiements, à moins que n'intervienne une combinaison financière internationale encore imprévisible, c'est la banqueroute. La bourgeoisie française risque son existence comme classe dirigeante, sur l'exécution des clauses financières « acceptées » par l'Allemagne. La bourgeoisie anglaise risque son existence comme classe dirigeante sur la non-exécution de ces clauses.

Examinons d'un peu plus près ce schéma.

**

Pour que l'Angleterre vive, il faut que l'Angleterre vende. Il faut qu'elle exporte ses cotons, ses lainages, sa houille et son fer. Son mouvement commercial était, en 1914, le premier du monde : 31 milliards de francs, alors que le commerce allemand, classé à un rang immédiatement inférieur, n'atteignait que 22 milliards. L'Angleterre avait en l'Allemagne son premier client. C'était la douce époque de la paix et de la stabilisation des changes.

Aujourd'hui, l'effondrement de la plupart des devises européennes rejette l'Angleterre hors du commerce européen. L'élévation prohibitive de la livre rend, pour les pays à change pauvre, toute relation impossible avec le richard britannique. Un franc allemand vaut 2 centimes à Londres. Il s'est formé ainsi, autour de l'Angleterre, un blocus des changes, qui frappe de mort lente l'industrie et le commerce britannique, plus durement et plus sûrement qu'un blocus de guerre.

A ce marasme économique correspond la menace révolutionnaire du chômage.

Dès le lendemain de la paix, le chômage sévissait dans toutes les grandes industries d'Angleterre. Il atteignait en juillet dernier, lors de la grève des mineurs, 2.170.000 travailleurs. Le chiffre des ouvriers employés partiellement était de 1 million. Depuis, il est vrai, ces chiffres ont baissé. Mais l'armée des chômeurs, dégonflée des effectifs des mineurs en grève, demeurait au 1^{er} septembre, de 1.527.000. Le nombre des ouvriers employés partiellement était alors de 400.000. Soit près de deux millions d'individus en proie à la misère ou cotoyant la misère. Si l'on multiplie ces chiffres par un coefficient familial honnête, on voit qu'une très forte partie de la nation britannique est affectée par le désastre du chômage : M. Clynes l'évaluait dimanche dernier de 6 à 7 millions d'individus. Dans son discours d'Inverness, M. Lloyd George n'a pas caché son anxiété d'un tel problème dont il comprend toute l'importance révolutionnaire. Il dénonçait alors l'instabilité des changes comme cause essentielle de la

crise économique et sociale. A noter qu'à cette époque le dernier effondrement du mark ne s'était pas encore produit.

La bourgeoisie anglaise ne s'y trompe pas. Le relèvement de ses clients européens lui apparaît à juste titre comme la condition essentielle d'une reprise des affaires. Son porte-parole au ministère des finances, sir Robert Horne, chancelier de l'Échiquier, déclarait dans un récent discours :

L'Autriche et la Russie, autrefois nos clients, ne peuvent plus nous acheter nos produits, ce qui, pour nous, engendre pour une bonne part le chômage et la dépression commerciale actuels. Mais si à cette situation déjà particulièrement déplorable, on doit ajouter une Allemagne, complètement ruinée, le mal se transformera immédiatement en une catastrophe européenne incommensurable.

Il faut donc veiller avec sollicitude sur la situation financière de l'Allemagne, soigner et relever son mark moribond. Une telle politique affirme son incompatibilité radicale avec l'exécution des clauses financières de l'acte de Versailles. Un financier bien connu, sir Edward Macky Edgar, n'en a rien caché :

Le continent européen tout entier, a-t-il déclaré, est dans un état d'instabilité et de dépression, parce qu'on a imposé à l'Allemagne une tâche financière impossible. Et la dépression du continent vient de ce qu'un marché, qui, avant la guerre, prenait 40 % de nos exportations valant à peu près 200 millions de livres sterling par an, a pratiquement cessé d'exister. *Aucun des pays qui entourent l'Allemagne ne peut se relever, tant que l'Allemagne ne sera pas debout, tant qu'on compromettra son équilibre par les échéances de l'indemnité.* L'imposition de l'indemnité contribue à déprécier le mark. Avec l'aide de ce mark déprécié, l'Allemagne se met à exporter tant qu'elle peut. Elle fabrique à des prix défiant toute concurrence. Tous les pays alliés, et nous autres Anglais les premiers, ont encore à apprendre qu'ils gagneront dix fois plus en faisant des affaires avec l'Allemagne qu'en exigeant les réparations. C'est par le commerce, et par le commerce seulement, qu'on peut créer des richesses nouvelles et débrouiller le chaos des changes.

Cette déclaration, dit le correspondant anglais du *Times*, « a été accueillie partout ici avec une faveur marquée ». Qui s'en étonnerait ? Des nécessités économiques et politiques vitales dérivent vers l'Allemagne la politique anglaise. Jusqu'où ces nécessités entraîneront-elles notre ancienne alliée ? Posons simplement la question. Il serait téméraire encore d'y répondre. Nous nous bornons, dans ces études sommaires, à prévoir des probabilités ou à classer des certitudes.

Voilà pourquoi, après avoir constaté la certitude de l'antagonisme, pratiquement inconciliable, de la France et de l'Angleterre, nous

prévoyons la probabilité d'une rupture franco-anglaise, que les voyages de M. Loucheur et les entrevues Briand-Lloyd George sauront à peine ajourner.

Répétons-le encore une fois : c'est une question vitale pour l'Angleterre que l'Allemagne ne paie pas ; c'est une question vitale pour la France que l'Allemagne paie.

M. Boudenoot, vice-président du Sénat, écrivait il y a quelques jours :

Tous nos ministres des Finances et des Affaires étrangères, tous nos présidents du Conseil, depuis deux ans, nous ont dit : « Il faut que l'Allemagne paie ; si elle ne payait pas, la France serait acculée à la banqueroute. C'est-à-dire que nous ne pourrions plus ni payer les pensions, ni reconstituer les pays dévastés, ni faire face à aucun de nos engagements. »

C'est dans ces conditions que se pose la question du paiement, par l'Allemagne, des 500 millions de marks-or exigibles le 15 janvier prochain. L'Angleterre, qui se rappelle qu'elle dégringolade du mark (1) suivit, il y a quelques mois, le paiement du premier milliard de marks-or, a un intérêt essentiel à ne pas recommencer l'expérience. La France, qui a inscrit cette année 6 milliards à son budget des dépenses recouvrables sur l'Allemagne, a un intérêt non moins essentiel à recevoir de l'Allemagne les versements qui lui permettront d'atténuer son déficit ; concéder à l'Allemagne des délais, lui accorder ce « moratorium » dont il est question, serait, pour le budget bourgeois, un désastreux précédent. M. Henry Chéron, rapporteur général du budget au Sénat, à qui il ne faut certes pas prêter une compréhension supérieure des choses, mais qui se plaît dans la précision du détail et du chiffre, écrivait récemment : « Tout moratorium est impossible. Personne, en France, ne voudrait prendre la responsabilité d'une telle abdication de nos intérêts essentiels et vitaux ».

On sent bien, au fond, que ce n'est pas la seule question du moratorium qui est en jeu, mais le principe même de l'exigibilité d'une indemnité sérieuse. C'est en ces termes, on l'a vu, que le financier Macky Edgar a posé catégoriquement le problème.

Ainsi, l'échéance du 15 janvier prend légitimement une valeur symbolique. Considérée en soi, elle ne manque d'ailleurs pas d'intérêt. La plupart des éléments du problème général de l'indemnité se retrouvent dans ce problème particulier.

..

Comment se pose exactement le problème de janvier ?

En vertu de l'état des paiements arrêtés lors

(1) Il perdit en moins de quatre mois plus des deux tiers de sa valeur, passant, à Genève, de 6 centimes 85 à 2 centimes 1

de l'accord de Londres, le Reich doit verser au 15 janvier la somme de 500 millions de marks-or. Trois solutions s'offrent à lui. Ou payer de son propre argent. Ou payer en empruntant. Ou ne pas payer et demander un délai.

Payer de son propre argent lui apparaît comme impossible, ou, du moins, comme extrêmement hasardeux. Il s'ensuivrait un nouvel et terrible effondrement du mark, peut-être même la faillite du Reich. Aucun Etat européen, à l'exception de la France affolée, hallucinée par l'abîme du déficit, ne se rallierait sans résistance à une telle modalité de paiement.

Seconde hypothèse : payer en empruntant. Le *Temps* a répandu le bruit intéressé d'un emprunt de 25 millions de livres sterling — certains disaient 30 millions... d'autres 70 ! — qui serait consenti à l'Allemagne par les financiers de la Cité. Les financiers de la Cité n'ont marqué qu'un enthousiasme assez médiocre pour ce geste de magnificence, la solvabilité de l'Allemagne leur paraissant du domaine des choses contestées. A défaut des financiers anglais, il n'est guère permis de fonder des espérances très solides sur un emprunt international, dont il a également été parlé. Il est vrai qu'on parle depuis des années de cette solution commode dont le moindre mérite est de tout résoudre. Seulement, le consentement de la finance internationale ne s'est jamais très clairement manifesté... Pourquoi s'intéresserait-elle à un emprunt allemand ? N'a-t-elle pas un moyen beaucoup plus simple d'éviter les répercussions désastreuses qu'aurait, sur l'économie mondiale, la faillite du Reich ? Ce moyen, c'est le fameux moratorium. Il lui faudra cependant prendre garde qu'il n'amène une faillite du capitalisme français.

Troisième hypothèse : le moratorium... L'article 234 du traité de Versailles permet à la commission des Réparations d'accorder des délais à l'Allemagne pour le paiement des indemnités prévues au traité et déterminées par les accords subséquents. La commission des Réparations décide à la majorité. La France n'y dispose que d'une voix... On devine quelle sera la réponse de la commission à une demande de délai présentée par l'Allemagne.

Que fera alors la France en face de ce précédent décisif ? Se résignera-t-elle, pour parler la langue de M. Chéron à « une telle abdication de ses intérêts essentiels et vitaux » ? Ne « pourra-t-elle plus payer les pensions, ni reconstituer les pays dévastés, ni faire face à aucun de ses engagements », comme le déclare M. Boudenoot ?

La question demeure posée.

Sans les fameux milliards allemands, où la bourgeoisie française trouvera-t-elle les milliards de son budget des dépenses recouvrables ?

Ses budgets ordinaire et extraordinaire s'annoncent déjà, comme nous l'avons vu au cours d'une précédente étude, avec un déficit de 5 milliards 1/2 pour les années qui viennent. Alors ? Battue à la commission des Réparations, dominée, dérouterée par les lois de l'échange international que sa sottise avidité a déclanchées contre elle, la bourgeoisie française va, d'une course accélérée, à la débâcle financière.

La rupture franco-anglaise, à quoi doivent aboutir deux politiques inconciliables, doublera cette débâcle financière d'une débâcle diplomatique, que sanctionnera bientôt un redoutable isolement moral.

Nous en sommes là. C'est là que nous a conduits la grande illusion de la guerre qui paie. L'Economie ne pouvait pas rêver plus magistrale revanche sur la Politique.

Washington

Comme nous l'avions annoncé il y a huit jours, la Conférence de Washington vient d'aboutir... au *statu quo*. Un accord à quatre — Etats-Unis, Japon, Angleterre, France — a été signé sur la question du Pacifique. Les quatre puissances signataires se garantissent réciproquement le maintien de « leurs droits » acquis. Le Japon restera en Mongolie et en Mandchourie. Les Etats-Unis resteront aux Philippines — qu'ils ne fortifieront pas. Ils ne fortifieront pas davantage leurs autres possessions du Pacifique. Rien n'est donc changé à l'état de choses existant avant la Conférence. Rien : pas même l'alliance anglo-japonaise, déjà périmée, sans valeur effective, uniquement dirigée contre la menace russe au temps du tsarisme ; elle ne pouvait évoluer dans un sens anti-américain. Sa rupture, au fond, loin de créer un état de choses nouveau consacre un état de choses ancien.

Les quatre puissances, il est vrai, s'engagent à se réunir en Conférence, au cas où une menace de conflit s'élèverait à propos de la question du Pacifique. Bien entendu « si la Conférence échoue, on aura le droit de se battre ». Mais il y a mieux. « Supposons que l'une des « hautes parties contractantes » refuse, au dernier moment, de se prêter à la conférence et parte en guerre à la barbe de l'accord : rien, dans ce cas, n'obligerait les trois autres à se coaliser contre le délinquant. Même après cet accord, s'il prenait fantaisie au Japon de guerroyer contre l'Angleterre, les Etats-Unis n'auraient pas la moindre obligation d'intervenir. » En somme, conclut dans le *Petit Parisien* M. Philippe Millet à qui nous empruntons ces quelques lignes, « ce qui caractérise l'accord de Washington, c'est qu'il ne contient aucun engagement positif ».

Avons-nous jamais dit autre chose ?

Mais nous l'avions dit, nous, avant la Conférence de Washington.

Le Budget de 1922

Voilà donc achevé l'examen du budget de 1922. Examen achevé, il est vrai, à la Chambre seulement. Il reste deux semaines au Sénat pour procéder au même examen et pour se mettre d'accord avec la Chambre. C'est ainsi qu'on bâcle le vote de 31 milliards de dépenses.

Nous reviendrons prochainement sur les débats parlementaires qui ont accompagné cet extraordinaire « examen ».

Signalons dès maintenant à l'attention de nos propagandistes ces chiffres extraits du *Rapport général de l'exercice 1922* (Ministère de la Guerre).

Les dépenses du budget de la guerre de l'exercice 1922 oscilleront autour de 5 milliards, alors que les mêmes dépenses prévues pour l'exercice 1914 s'élevaient à 1 milliard 435 millions.

Notre politique impérialiste disperse à travers le monde la moitié de nos effectifs. Voici un tableau qui figure à la page 42 du *Rapport* :

Algérie-Tunisie, Chine	63.000 hommes,
Maroc	86.000 —
Constantinople	7.000 —
Levant	50.000 —
Sarre	8.000 —
Missions extraordinaires	500 —
Pays rhénans	87.000 —
Pays à plébiscite	1.000 —

Le rapport conclut, sur ces chiffres :

Quand viendra devant la Chambre la discussion de la loi sur le recrutement, ne sera-t-elle pas viciée si l'on admet par avance le maintien intégral de toutes ces forces dispersées loin du sol national, dont certaines montent une garde nécessaire, évidemment, *mais dont d'autres aussi poursuivent des visées incertaines et périlleuses où notre sécurité et notre avenir ne sont pas en jeu et qui dressent contre nous nos ennemis comme nos alliés.*

« Des visées incertaines et périlleuses. » A-t-on jamais vu plus belle confession — officielle — d'impérialisme ?

Voilà, pour notre propagande, des munitions d'autant plus précieuses qu'elles sont prises chez l'ennemi.

C.-E. LABROUSSE.

Chronique Internationale

AUSTRALIE

L'Australie est une des terres promises du réformisme. Toutes les réformes imaginables y ont été accomplies. Colonisée dès le XVIII^e siècle, l'Australie n'a commencé à se développer que vers 1850. La découverte de l'or, en fit un centre d'émigration. En 1851 les mineurs de Ballara, à la suite d'un conflit, se mirent en révolte ouverte, entourèrent leur camp de fortifications et prirent les armes. Le 4 décembre 1854 les troupes du gouvernement anglais donnèrent l'assaut et infligèrent aux mineurs une cruelle défaite. Dans cette première bataille pour l'émancipation ouvrière en Australie, le sang coula à flots.

En 1890, la grève générale des transports maritimes finit par s'étendre à toutes les industries. De nouveau l'Etat et les ouvriers se trouvèrent aux prises. Les officiers de marine s'étaient joints au mouvement en s'affiliant aux conseils de travail (Labour Councils). L'Etat intervint de nouveau par les armes et infligea aux travailleurs une seconde défaite.

En 1890, le Labour Party (Parti du Travail) d'Australie se forma sous l'influence de ces défaites. Les travailleurs pensaient arriver à leur fin en joignant à l'action syndicaliste celle d'un puissant parti anti-parlementaire. De longues journées s'écoulèrent, avant qu'ils eussent conquis la majorité parlementaire. Mais quand ils l'eurent, ils ne furent

pas plus avancés. Toute une législation ouvrière est demeurée inefficace.

Depuis 1859, l'Australie est politiquement divisée en six Etats : *New South Wales, Victoria, Queensland, South Australia, West Australia, Tasmanie*, pourvu chacun de deux Chambres. Ces Etats se combattaient par des tarifs douaniers. Le Parti Ouvrier fit campagne pour les fédérés. En 1900, la fédération s'accomplit. En 1901, le premier Parlement fédéral s'ouvrait. En 1904, le Parti Ouvrier y formait son premier ministère fédéral. Depuis, il s'est trouvé 4 fois en majorité au Parlement fédéral et dans tous les Etats excepté celui de Victoria. En 17 années de gouvernement il y a fait tout ce que l'on peut faire pour rendre le capitalisme supportable à l'ouvrier. Le prolétaire d'Australie ne s'en trouve pas moins en présence des mêmes problèmes que celui de tous les autres pays.

La nationalisation fut pendant longtemps la panacée des réformistes. Elle a échoué aussi pitoyablement en Australie qu'en Allemagne. La possession des services des transports par l'Etat n'émancipe pas les travailleurs.

Pour mettre un terme à tous les conflits sociaux, les socialistes australiens imaginèrent l'arbitrage légal, la conciliation obligatoire, que certaines trade-unions accueillirent d'abord avec joie. L'arbitrage en-

tre exploités et salariés est aujourd'hui tourné en dérision par ces mêmes syndicats qui n'en veulent plus.

L'Australie défend jalousement la suprématie de la race blanche. Aucun n'y est admis, s'il n'a reçu l'éducation anglaise ; dans ces derniers cas il reste un lépreux privé des droits politiques et constitutionnels. Ces mesures d'hostilité à l'égard des Japonais alliés de la Grande-Bretagne et des Chinois ont pour but d'empêcher la main-d'œuvre jaune, de concurrencer celle des travailleurs blancs. De plus, le péril japonais a souvent servi à duper le prolétaire australien auquel on a imposé l'éducation militaire obligatoire de 12 à 26 ans.

La loi protectrice de la maternité a été une des dernières œuvres du Parti Ouvrier. Toute mère blanche reçoit un secours de 5 livres, ce qui a pour seul résultat de garantir les honoraires du médecin accoucheur.

En 1914, lorsque éclata la guerre le Parti Ouvrier était au pouvoir. M. Fischer, ancien mineur, président du Conseil, se déclara, au nom du gouvernement, pour la guerre à outrance.

L'Australie a donc bénéficié de tous les bienfaits du capitalisme.

Les trade-unions, qui ont fait sentir leur existence dès 1850 ont souvent soutenu les luttes acharnées. Depuis 20 ans environ, elles se sont affiliées au Parti Ouvrier et ne commencent qu'aujourd'hui à s'en détacher. On a souvent vu les ouvriers en lutte contre des gouvernements socialistes, ou en grève dans des industries nationalisées. Dans ce dernier cas le gouvernement socialiste n'hésitait pas à se servir des jaunes. En Nouvelle-Galles-du-Sud, le Parti Ouvrier venu l'an dernier au pouvoir, en promettant de substituer à la semaine de 48 heures la semaine de 44 heures, n'en a rien fait ; les ouvriers ont recouru à l'action directe.

A l'heure actuelle, de grandes unions se sont retirées du Parti Ouvrier : marins, dockers, mineurs, mécaniciens, travailleurs du bâtiment. En juin dernier, le Parti Ouvrier, alarmé, convoquait une conférence syndicale à laquelle il demandait de lui tracer un programme d'action parlementaire. Le Parti Communiste représenté à cette conférence n'espérait pas le succès qu'il obtint. La conférence a formé un conseil d'action dans lequel nous sommes largement représentés et qui doit mettre en demeure le Parti Ouvrier d'agir révolutionnairement au risque d'être dénoncé comme un parti de réaction.

Les luttes économiques ont révélé aux trade-unions leur faiblesse. En 1917, par exemple, dans les Etats de Nouvelle-Galles-du-Sud, de Queensland, de Victoria, une grève commencée par les cheminots se généralisa dans les usines et dura pacifiquement 8 semaines. L'inertie des chefs, leur incapacité, le manque de coordination du mouvement amenèrent la défaite des ouvriers. Le Conseil du travail de Sydney prit alors l'initiative d'étudier une réorganisation des trade-unions. Le plan adopté finalement a été celui de l'unionisme industriel dans la forme des Grandes Unions Uniques Américaines. La majorité des trade-unions ont souscrit à ces principes, sanctionnés en février dernier par une conférence des mineurs, des

marins, des dockers, des cheminots et des travailleurs de la terre. L'année 1922 verra l'unionisme industriel solidement établi en Australie. Les I. W. W. auront beaucoup fait pour cela. Depuis 1917, au mépris des persécutions (12 de leurs militants les plus connus ont encouru des condamnations de 10 à 15 ans de prison), ils n'ont cessé de pousser à la réorganisation économique des trade-unions. On finit par déclarer leur association illégale, à quoi le Parti Ouvrier souscrivit ; elle a aujourd'hui disparu. En 1920, 10 de ces condamnés ont été relâchés. Ils professent aujourd'hui le communisme.

Un Parti Ouvrier Socialiste existe en Nouvelle-Galles-du-Sud. Il y a aussi un Parti Socialiste australien. Mais notre Parti Communiste est le seul qui soit commun à tous les Etats. Fondé en décembre 1920, il a déjà réalisé des progrès considérables. Mais notre tâche la plus immédiate c'est de réunir, conformément aux décisions des congrès internationaux toutes les forces révolutionnaires de l'Australie en un seul Parti Communiste unifié.

W. EARSMAN



Bulletin Communisté

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

VIENT DE PARAITRE :

ALFRED PEVET

Les Responsables de la Guerre

Un volume in-8 de 600 pages : 15 francs
Franco : 16 francs

Bâti de pièces inédites ou peu connues des chancelleries belligérantes, ce livre est, à l'heure présente et sans doute pour longtemps encore, un document d'histoire européenne unique au monde.

En vente à la librairie de l'Humanité

Les Origines du Parti Communiste Russe

(Suite et Fin)

Le Liquidationisme

Nous nous séparâmes, à l'issue du Congrès de Stockholm, formellement unifiés, mais en réalité divisés. Nous formions, nous, bolcheviks, une organisation doublement illégale : par rapport au tsarisme et par rapport aux mencheviks. Il en résulta un état de choses dont beaucoup se souviennent peut-être. Le développement croissant de notre influence se remarquait à Pétrograd. Les mencheviks avaient été vainqueurs à la veille du Congrès de Stockholm, avec une majorité insignifiante, tandis que notre influence croissait toujours. Bien que le petit Comité fut bolcheviste et le Comité Central mencheviste, le premier était en fait beaucoup plus influent que le second. Les mencheviks se heurtaient, à chaque pas, à de nouveaux obstacles. Lorsqu'ils tentèrent, en 1906, de prendre la défense du ministère cadet, ils essayèrent défaites sur défaites. Le petit Comité du Parti livrait bataille au grand Comité Central. Lutte sourde, cachée, mais particulièrement ardente. En réalité, deux partis, deux classes, combattaient au sein d'une seule organisation. Des conflits et des crises incessantes étaient inévitables. Au Comité de Pétrograd, nous avons eu le plaisir d'entendre Martov, Dan et C^o nous déclarer, au nom du Comité Central, qu'ils n'admettaient pas nos résolutions, parce qu'elles ne correspondaient pas à la tactique du Comité Central. Les militants accordaient parfois trop d'importance à des vétilles ; c'était néanmoins dans son essence la lutte entre deux mondes, entre deux programmes.

Au Congrès de Londres, en 1907, qui se passa toujours dans les cadres du parti unifié, notre tendance eut le dessus. Nous l'emportâmes à une petite majorité, grâce à l'adhésion de la social-démocratie lettonne et de la social-démocratie polonaise. Les prolétariats letton et polonais étaient plus révolutionnaire que le nôtre, et c'est ce qui nous donna un avantage, peu important il est vrai. A Londres, la lutte se prolongea durant un mois entier. Les mencheviks se cramponnaient désespérément au pouvoir. Nous leur arrachâmes de force l'appareil exécutif du parti. La deuxième Douma fut dissoute aussitôt après le Congrès de Londres. En Russie, Stolypine triomphait. A partir de ce moment, une division encore plus nette se dessina dans notre parti.

Je ne peux pas m'étendre en détail sur le liquidationisme, il me faudrait pour cela toute une série de conférences. Le liquidationisme, c'était l'opportunisme achevé sur le fond de la réaction de 1908. Les « liquidateurs » affirmaient : « Il faut liquider l'ancien parti clandestin, il faut avouer que la révolution ouvrière a été défaite et que nous possédons un semblant de Constitution russe ; il faut comprendre que le parti ouvrier doit s'adapter à cette Constitution, s'organiser légalement dans ses cadres, et qu'il est indispensable de remanier son programme ». Les « liquidateurs » allaient

jusqu'à dire qu'il fallait en exclure les paragraphes concernant la confiscation des terres. On ne les trouvait pas, disaient-ils, dans les autres programmes. Et c'était vrai : dans les pays où la révolution bourgeoise avait vaincu, les social-démocrates ne demandaient pas la confiscation des terres.

On nous proposait de reconnaître notre défaite comme un fait accompli et de nous adapter à la situation présente pour la défense des intérêts économiques légaux de la classe ouvrière.

Une nouvelle modification s'opéra dans la composition du parti. Plékhanov passa de notre côté dès qu'il vit que les mencheviks voulaient liquider l'ancien parti illégal. Il soutint pendant deux ans notre journal et fut le barde de l'action illégale. Plékhanov me racontait avec indignation que Martov était venu, en 1908, à Genève lui proposer d'enlever du journal mencheviste l'en-tête illégal du Parti social-démocrate de Russie. « Il mériterait d'être fusillé », disait Plékhanov, qui aimait à se montrer sévère.

Crise aiguë

Toute l'intellectualité bourgeoise, forcée de chercher ses alliés dans la classe ouvrière, les cherchait dans les milieux pourris du « liquidationisme ». Les « liquidateurs » se mirent à éditer des journaux légaux. La bourgeoisie les soutint de son argent et, politiquement, les porta aux nues. Longtemps nous n'avons pu avoir un journal légal à Pétrograd, alors que les liquidateurs avaient le leur. Avec la bourgeoisie, ils se moquaient de notre « verte » jeunesse illégale. Mais nous disions : « Cette jeunesse ouvrière — 5 hommes sur 5 mille — dirigera la prochaine révolution ouvrière ! Dans cinq ans elle aura derrière elle le prolétariat de Pétrograd et celui de toute la Russie ! »

Entre marxistes, comme nous nous appelions, et « liquidateurs » le combat se poursuivait principalement sur le terrain illégal. Mais après les événements de la Léna (1), une crevasse profonde s'ouvrit dans l'édifice de l'autocratie impériale, et notre action se transporta sur une arène légale. Nombre d'articles autrefois publiés dans notre *Zvezda* et ensuite dans la *Pravda* ont été édités dans le recueil *Le Liquidationisme et le Marxisme* où se trouvent résumés les résultats des luttes de cette époque.

A l'étranger, parmi les émigrés, le conflit était particulièrement intense. Il y eut, comme cela arrive toujours, beaucoup d'accusations réciproques. Martov écrivit un livre pour prouver que nous n'étions que des filous, que nous ne nous intéressions qu'au contenu de la caisse, que nous frustrions les veuves et les orphelins et cela pour nous proposer de nous unir étroitement avec les mencheviks ! Car ceux-ci n'ont jamais cessé de

(1) En avril 1911, au cours d'une grève, de nombreux ouvriers furent massacrés par la troupe.

manœuvrer au nom de « l'unité du parti ».

Mais il nous était facile de répondre : Si nous sommes des filous qui ne s'intéressent qu'à la caisse, pourquoi donc désirez-vous si ardemment notre amitié ?

Vaines tentatives de conciliation

Nous avons à signaler ensuite la conférence de Paris, en 1908. Les liquidateurs y restèrent en minorité, sans néanmoins modifier leur ligne de conduite. Nous avions changé de rôles. L'appareil central était passé entre nos mains. Les liquidateurs formèrent une fraction et, s'appuyant sur leur organe légal, continuèrent à saper intérieurement le parti. Le camarade Joseph Doubrovinsky — un des meilleurs représentants de notre parti — qui, s'il avait vécu, serait sans nul doute aujourd'hui au premier rang des communistes, espérait qu'on pourrait redresser la ligne, et arriver par voie de conciliation, ainsi que l'avait fait Plékhanov en 1903, à mettre les mencheviks de notre côté. Doubrovinsky était très lié avec Lénine ; c'était également mon ami et celui d'un grand nombre de camarades. Il jouissait parmi nous d'une influence énorme. On lui donna quelques mois pour tenter son expérience conciliatrice. Il le fit et ne se trouva pas plus avancé qu'avant.

Les mencheviks Ermolaëff (Roman), Yousouf, qui s'appelaient alors Michel et Broïdo (Jakob) avaient été, tous trois, membres du Comité Central. En réponse à la tentative faite par Doubrovinsky dans le but d'unifier le parti, ils écrivirent une lettre qu'on peut bien qualifier d'historique et qui nous disait en somme : « Allez au diable avec votre Comité Central ! Il y a longtemps qu'on aurait dû le dissoudre avec toute votre organisation clandestine. »

Je n'ai encore rien dit du groupe *Vpériod* (*En avant*) qui a joué un certain rôle. C'était celui de Lounatcharsky, d'Alexinsky, de Bogdanov et de Pokrovsky. Il s'était formé à la suite d'une querelle philosophique entre Bogdanov et Plékhanov. Plékhanov défendait dans le domaine de la philosophie les principes immuables du marxisme. Lounatcharsky et Bogdanov proposaient la révision des aspects philosophiques du marxisme en inclinant vers la philosophie de Mach. Sur le fond de cette querelle philosophique, par suite de dissensions sur l'entrée à la 3^e Douma, le groupe *En avant* réunit à son début toute une pléiade d'intellectuels bolcheviks. Mais cette querelle a, depuis, été liquidée sans appel, par le destin ; il est inutile d'y revenir.

Ce groupe a été décimé. Alexinsky est passé à la défense nationale ; Lounatcharsky et la plupart des autres militants sont dans nos rangs.

Le groupe *Vpériod* n'a joué dans l'histoire de notre parti qu'un rôle secondaire.

La Guerre

Le bolchevisme, voilà la base de la révolution ouvrière. En 1912-1914, notre méthode principale était la grève générale politique. Les liquidateurs, qui sont à présents partisans des grèves contre les soviets, se prononçaient en 1912-1914 contre elles et blâmaient la « manie gréviste ». Nous nous heurtons toujours à eux, de façons variées, sur cette question : *révolution prolétarienne ou soutien de la bourgeoisie*.

Je ne parlerai pas du temps de guerre : les événements sont encore trop récents. La guerre survenue, de nouveaux changements, de nouveaux

conflits se produisirent parmi nous. Plékhanov rompit avec nous. Nous ne voulions pas admettre qu'il pût se prononcer pour la guerre. Mais lorsque nous eûmes entendu son discours de septembre 1914, nous comprîmes qu'il était perdu pour nous. Et la caractéristique du menchevisme se précisa alors avec une netteté toute particulière. Le menchevisme dans son entier — je ne parle pas des individualités isolées qui passèrent dans nos rangs — le menchevisme s'engagea dans la voie de la « défense nationale ». Ceci acheva de préciser sa physionomie. Vous voyez toujours défilé devant vous les mêmes hommes, le même programme, le même état-major à travers ces métamorphoses : marxisme légal, bernsteinisme, économiisme, menchevisme, liquidationnisme, social-patriotisme. C'est toujours un seul et même programme, mais adapté aux circonstances. S'agit-il de soutenir ou non la bourgeoisie ? Le menchevisme répond par l'affirmative : C'est le marxisme légal. Vient ensuite le bernsteinisme, une autre question étant à l'ordre du jour : la révision des bases théoriques du marxisme. Et les futurs mencheviks s'allient avec les bernsteiniens contre Kautsky ; les mencheviks sont avec les libéraux, avec les liquidateurs, en somme avec la bourgeoisie. La question la plus grave se pose enfin, quand le socialisme mondial doit subir la plus grande des épreuves : la guerre — et les mencheviks, du moins le gros de leurs troupes (2) se trouvent à côté des social-patriotes.

Tout le cycle de leur évolution s'accomplit ainsi. Et cette lutte se termine enfin par le résultat que nous avons aujourd'hui sous les yeux : les mencheviks s'unissent aux contre-révolutionnaires blancs !

Pour souligner notre rupture définitive avec l'ancienne pourriture, nous nous déclarons *communistes*. Et l'on nous comprend. Lisez l'article de Franz Mehring, publié dans la *Pravda*. Que dit-il ?

Si les communistes conservent le pouvoir, toutes les humiliations infligées au socialisme pendant la guerre seront effacées par l'immense joie de la classe ouvrière ; mais si les bolcheviks sont vaincus, on ne pourra plus parler du socialisme international pendant de longues dizaines d'années autrement qu'avec le plus grand mépris.

C'est ainsi que des hommes qui, au cours de longues années, ont suivi de près la lutte que nous menons, envisagent les événements. Et cependant, il fut un temps où Mehring accordait plus de confiance à Axelrod qu'à nous, à Lénine et à son « petit groupe ». Personne à l'étranger n'avait confiance en nous. Kautsky se moquait de nous en nous entendant qualifier Plékhanov d'opportuniste. Mais les événements ont promptement fait tomber les masques et différencié le parti des communistes de celui des « libéraux politiques ouvriers ». Le parti ouvrier libéral en Angleterre a pour base l'aristocratie ouvrière. Il en est de même en Allemagne et le même phénomène s'est esquissé chez nous.

Conclusion

Telle est, brièvement résumée, l'histoire de notre parti. Elle vous montrera que la lutte que nous menons aujourd'hui a commencé voici longtemps. Elle ne s'est pas toujours déroulée dans des cadres aussi démesurément grands qu'aujourd'hui. Les événements se sont souvent développés dans une arène bien plus restreinte ; plus d'une fois, ils

(2) Certains chefs, Martov, Axelrod, Trotsky, ont au contraire été zimmerwaldiens. (*Trad.*)



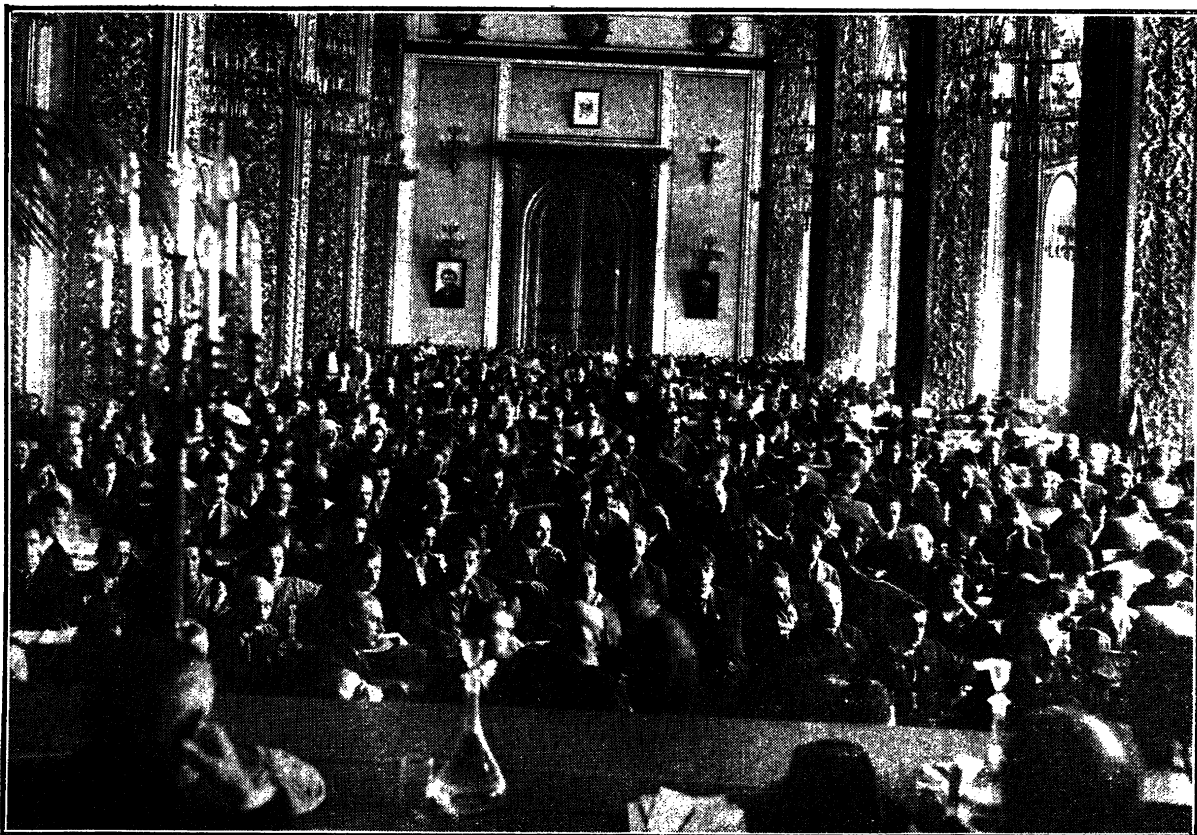
KOLAROV

LORROT

LOSOVSKY

ZINOVIEV

LE 3^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE. -- Une réunion du Bureau du Congrès.



LE 3^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE. — La salle des séances

nous ont fait penser à une tempête dans un verre d'eau. Mais cette lutte de deux partis a toujours été celle de deux mondes.

Jetant un coup d'œil sur ce passé, notre parti — le Parti Communiste — a le droit d'affirmer avec satisfaction qu'il a immuablement marché vers le socialisme.

Toutes les fois que des indices de désagrégation se manifestaient au sein du mouvement, nos leaders se sont trouvés au premier rang pour combattre le mal, pour exiger l'amputation des membres gangrenés. Il nous est maintes fois arrivé de nous dire : Demeurons plutôt un groupe de conspirateurs, résignons-nous à n'être que cela, mais ayons conscience de marcher vers le socialisme et de tracer une voie nouvelle vers l'Internationale socialiste !

Oui, camarades, il nous est donné de tracer de nouvelles voies vers le socialisme international, des voies qui se dessinaient depuis longtemps dans l'esprit de Marx et d'Engels, mais qu'il est cent fois plus difficile de tracer dans la réalité pratique. Et maintenant nous pouvons avec une entière satisfaction jeter un regard derrière nous et dire : A partir du moment où a commencé la lutte entre deux orientations dans le mouvement ouvrier, à travers tous les revers et les hasards de la destinée, depuis le jour où petite minorité, nous avons engagé la lutte, nous avons immuablement marché dans la même voie. Faible minorité, nous avons marché à contre-courant toutes les fois que les circonstances l'ont exigé. Aujourd'hui le pouvoir nous appartient. Et du moment que notre parti a su rester à son poste dans les circonstances si difficiles que la révolution a traversées, j'ai la profonde conviction qu'il tiendra bon jusqu'à la fin !

G. ZINOVIEV.

Nous croyons devoir faire suivre l'historique qu'on vient de lire d'un article de Zinoviev récemment paru dans la Correspondance Internationale et consacré à un courant extrémiste dont ne fait pas mention l'historique : l'Otsyvisme.

L'« OTSYVISME »

Les camarades étrangers qui se sont familiarisés avec le terme russe « menchevik » doivent aussi connaître la signification de l'« otsyvisme ».

En 1908, alors que sévissait en Russie la pire des réactions, un groupe d'extrême gauche, formé dans notre parti, se sépara des bolcheviks. Ce groupe nous accusait d'opportunisme et exigeait le rappel des députés social-démocrates de la Douma d'Empire. (Rappel se dit en russe : *otsyv*.) Ce groupe avait auparavant préconisé le boycottage des élections à la 3^e Douma et qualifié de trahison tout essai de parlementarisme révolutionnaire en Russie.

L'« Otsyvisme » n'était d'ailleurs pas seulement antiparlementaire. Il naquit et vécut dans l'intervalle de deux révolutions. Montée très haut en 1905, tombée en 1906, la vague révolutionnaire en Russie recommença de monter en 1912-1912, après les événements tragiques des mines d'or de la Léna (où furent mitraillés des grévistes). De 1900 à 1911, nous traversâmes une période extrêmement pénible de répressions, de désagrégations du mouvement ouvrier, de développement du menchevisme (alors tendance à la « liquidation » de la révolution), de défaites partielles.

Pendant des années, l'autocratie et la bourgeoisie ne négligèrent aucun effort pour nous anéantir.

Ils accordèrent aux mencheviks une sorte de monopole de la légalité qui permit de justifier contre nous des persécutions incessantes. Pour noyer le mouvement ouvrier dans le sang, ils cherchèrent à provoquer des luttes prématurées qui nous eussent discrédités. Stolypine, la bourgeoisie libérale (cadets), les mencheviks et, plus à gauche, les socialistes-révolutionnaires, formèrent une sorte de conspiration tacite contre les bolcheviks, dont on eût voulu faire une secte desséchée. Notre devoir essentiel fut alors de ne pas perdre le contact avec les masses. Nous dûmes entrer dans toutes les organisations ouvrières légales et illégales, y accomplir tous les jours, parmi les travailleurs, les plus humbles tâches, nous multiplier à la Douma, dans les syndicats légaux ou clandestins, dans les coopératives, dans les clubs, dans les sociétés sportives, dans la presse.

A cette époque, il y eut parmi les « otsyvistes » nombre d'excellents et dévoués camarades.

Beaucoup d'entre eux nous sont revenus par la suite. Il n'en est pas moins vrai qu'en ces années de transition où se décidait le sort du bolchevisme, les « otsyvistes » d'extrême gauche nous ont fait le plus grand tort et ont rendu au menchevisme de signalés services. Par leur impatience révolutionnaire, par des méthodes dont l'emploi eût exposé le Parti aux coups de l'ennemi à l'heure où les masses n'étaient pas prêtes au combat, par des théories de boycottage défendues au moyen de rhétoriques trop faciles, par leur absurde conception d'un petit parti qui pût se substituer au gros des masses ouvrières et « activer » le mouvement, les « otsyvistes » furent réellement dangereux pour la révolution.

Nous dûmes combattre sans trêve cette « gauche » néfaste. Nous en arrivâmes à la scission. Après quoi la logique des faits força les « otsyvistes » à une certaine coordination de l'action contre nous avec les mencheviks. Mais au fur et à mesure que les nouvelles batailles révolutionnaires se rapprochèrent, l'« otsyvisme » s'éteignit, ses meilleurs champions nous revenant. Ceux-là, remis à la raison par les faits, reconnaissaient que notre tactique seule nous avait permis de garder le contact avec les masses et, loin de devenir une secte, de faire nos preuves en qualité de guides des masses laborieuses.

La deuxième révolution russe commença en fait avant la guerre de 1914, qui ne fit que l'accélérer. La force du parti bolchevik lui vint de ce qu'aux heures les plus difficiles de son existence, il avait su maintenir le contact avec les masses.

Erratum. — A la page 907, note 1, du dernier numéro, rétablir comme suit les titres allemands des ouvrages fameux de Bernstein et de Kautsky pour et contre le revisionnisme.

Bernstein: Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozial-Demokratie. (Stuttgart, 1899.)

Kautsky: Bernstein und das sozial-demokratische Programm. (Stuttgart, 1899.)

Le Gérant : R. APERCE



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGON, imprimeur.